

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2024\_007

Le Maire de la commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande en date du 08 janvier 2024, de l'EURL Cyril Cattenot, 100 route de Sainte Eulalie – 26190 SAINT-LAURENT-EN-ROYANS, représentée par Monsieur CATTENOT Cyril, Gérant.

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la route ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'autoriser l'installation d'un échafaudage rue du Four et le stationnement d'une zone de chantier au droit du n°4 place Sully,

**ARRETE**

**Article 1 : Autorisation** : Du 09 janvier 2024 au 07 février 2024, le bénéficiaire est autorisé à occuper l'ensemble des stationnements sur le domaine public de la place Sully, afin d'effectuer mettre en place une zone de chantier ainsi que d'installer un échafaudage de pied avec passage piéton rue du Four comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 : Règlementation** : Le stationnement sera réglementé comme suit :

- L'arrêt et le stationnement seront interdits sur les places de stationnement place Sully
- L'accès aux propriétés sera maintenu pendant la durée du chantier.
- Le bénéficiaire préservera en toute circonstance la circulation des piétons et la circulation des véhicules de secours.

**Article 3 : Sécurité et signalisation** : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, par l'entreprise chargée des travaux.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée.

**Article 4 : Redevance** : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions fixées annuellement par délibération du Conseil Municipal (3,30€/M2/Semaine sur trottoir, et 6,61/ M2/Semaine).

**Article 5 : Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Monsieur le Directeur général des services du département, le chef de service aménagement du territoire sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 6 : Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
09 janvier 2024,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de Service des Espaces Publics,**  
**Gwenaëlle LAMY**

